



## Xavier Niel, le « capitalisme cool » à l'assaut des médias (3) : le « sauveur » de la presse

Dans cette troisième et dernière partie de notre « saga » sur Xavier Niel nous allons nous intéresser aux investissements – de plus en plus nombreux – de l'homme d'affaires dans les médias et à leurs conséquences. Nous tirerons quelques enseignements de cette montée en puissance de l'entrepreneur multimilliardaire dans le secteur de la presse. Plus inattendu : il sera aussi question d'astrologie (voir l'annexe 2)...

Depuis quelques années, Xavier Niel investit massivement dans les médias. Sa plus belle prise est évidemment *Le Monde*, qu'il a racheté en juin 2010 avec Pierre Bergé, homme d'affaires et ancien patron d'Yves Saint-Laurent, et Matthieu Pigasse, vice-président de la banque Lazard en Europe et propriétaire des *Inrocks*.

### Xavier Niel achète « un bien commun » : *Le Monde*...

Au sujet de son investissement – de 35 millions d'euros – dans le quotidien vespéral, Xavier Niel déclare : « *Le Monde est un bien commun. Nous avons décidé d'investir dans cette institution, certes parfois élitiste, mais nécessaire, afin de la sauver tout en évitant qu'elle tombe dans des mains partisanses* » (*Les Échos*, 18 octobre 2010). Le 14 janvier 2011, lors d'un déjeuner organisé par l'Association des journalistes médias, il insiste : « *Pour nous Le Monde est un bien commun. Il nous semblait important qu'il ne dépende à aucun moment d'intérêts politiques, financiers, ou confessionnels* » (*Les Échos*, 17 janvier 2011). Un seul objectif, donc : « *sauver Le Monde pour lui garantir son indépendance. Et non transformer Le Monde en une énorme machine à cash* », dit Xavier Niel le même jour. Que de belles déclarations d'intention...

Selon Alain Weill, président du groupe NextRadioTV (auquel appartiennent RMC, BFM TV et BFM Business) et administrateur d'Iliad, ses « *investissements dans les médias sont un renvoi d'ascenseur [...] Généreux, il cherche à être utile* » ; et selon Jérémie Berrebi, le gestionnaire d'un fonds d'investissement – Kima Ventures – qu'il codirige avec Niel, « *Xavier a toujours apprécié les contre-pouvoirs dans le monde économique comme dans la presse. Ni de droite ni de gauche, il craint pour la démocratie et veut aider les médias à prendre le virage du numérique* [1] ». Comment ne pas approuver là encore de si nobles ambitions et céder aux charmes (financiers) du « sauveur » du *Monde* ? Surtout lorsqu'il est ainsi décrit : « *Cheveux mi-longs, chemise à rayures et jean, le Citizen Kane en herbe s'emballe pour évoquer sa dernière conquête. Débit rapide et sourire en coin, le quadragénaire parle "démocratie" et "indépendance des médias"* » (*L'Express.fr*, 24 septembre 2010).

Gilles Van Kote, le président de la société des rédacteurs du *Monde*, raconte que Xavier Niel « *a expliqué que son investissement dans le journal, de 35 millions d'euros, représentait la variation du cours de Bourse d'Iliad sur une seule journée* [2] ». Des propos tenus devant les journalistes du quotidien... Pour « *rationaliser* » l'organisation du *Monde*, un « *premier train d'économies (une dizaine de millions d'euros) à réaliser a été confié à Michaël Boukobza, l'ancien bras droit de Xavier Niel à Free (et son associé dans le mobile en Israël)* [3] » (*Stratégies*, 20 janvier 2011). Et, comme le dit Marianne2 : « *Hier, actionnaires de référence du quotidien, les journalistes ne le sont plus. Ils en ont eux-mêmes accepté le principe lors d'un vote écrasant (90 %), cédant la barre au trio composé de Pierre Bergé, de Xavier Niel et de Mathieu Pigasse (BNP pour les intimes)* » (25 septembre 2010). Pierre Rimbart écrit au sujet de cette étape : « *Sur le papier, les salariés et, en particulier, la société des rédacteurs détiennent le pouvoir ; leur liberté se réduit en réalité à choisir celui qui les en dépossédera* » (*Le Monde diplomatique*, juin 2011).

Comme nous le précisons ici, le triumvirat, « *pour s'attirer les bonnes grâces de la SRM [Société des rédacteurs du Monde] s'était par ailleurs engagé à doter le journal d'un "pôle d'indépendance" avec "minorité de blocage". Chose faite, avec la création d'une société en commandite simple appelée "Le Monde Libre" (ça ne s'invente pas...)*

qui détiendra entre 50 et 66 % du capital avec un "comité d'éthique" (attendons de voir sa composition...) qui "aura un droit de regard sur les décisions qui mettent en jeu les valeurs du groupe" (lesquelles ?). À noter que "Le Monde Libre" entraîne la dissolution de l'association Hubert Beuve-Méry et le transfert de ses parts ». L'un des fils de Beuve-Méry, Pierre-Henry, a exprimé [sur son blog](#) de fortes craintes quant à l'avenir du *Monde*. Il affirme notamment que « *Le Monde tel que le concevait son fondateur est mort* » et s'interroge : « *qu'est-ce qui fait la valeur du Monde, l'argent du trio BNP [Bergé-Niel-Pigasse] ou les valeurs de son fondateur ?* » Si ces propos ont été repris sur quelques sites Internet, le moins que l'on puisse dire c'est qu'il n'y a pas eu de véritable débat proposé aux lecteurs sur la reprise du vaisseau amiral de la presse française.

### Le Monde selon Niel

À peine installé dans son fauteuil de propriétaire, Xavier Niel demande personnellement à Bernard-Henri Lévy de rejoindre le conseil de surveillance du *Monde*. Déjà actionnaire et membre du conseil de surveillance de *Libération* [4], « *BHL* » assure alors qu'il démissionnera des instances de ce quotidien (AFP, 21 octobre 2010). Qu'en est-il un an et demi plus tard ? À notre connaissance, rien n'a changé. À moins que Bernard-Henri Lévy soit également entré au conseil de surveillance du *Figaro*... Mais ce n'est pas tout. Laissons la parole au *Monde* pour la suite :

« *Les actionnaires ont [...] désigné les membres du conseil de surveillance de Le Monde SA. Celui-ci sera composé de Pierre Bergé, Xavier Niel et Matthieu Pigasse [on n'est jamais aussi bien servi – et surveillé – que par soi-même]. Ceux-ci ont désigné en outre la journaliste Laure Adler, l'intellectuel Bernard-Henri Lévy, l'ancien banquier et patron de l'assureur italien Generali Antoine Bernheim, la PDG de Vigeo et ancienne secrétaire générale de la CFDT Nicole Notat, l'économiste Daniel Cohen, le conseiller maître à la Cour des comptes et ancien conseiller défense de Lionel Jospin Louis Gautier, ainsi que Louis Schweitzer, ancien président de Renault et précédent président du conseil de surveillance du Monde. Les actionnaires minoritaires ont nommé Jean-Louis Beffa, ancien président de Saint-Gobain* » (4 novembre 2010).

Avec une telle composition, nous sommes rassurés et Xavier Niel a atteint son objectif : éviter que *Le Monde* « *tombe dans des mains partisanses* » et faire en sorte « *qu'il ne dépende à aucun moment d'intérêts politiques, financiers, ou confessionnels* ». D'ailleurs, avec Erik Izraelewicz aux commandes – en tant que directeur de publication –, nous avons pris acte de l'ampleur des progrès accomplis dans cet article : « *Le Monde note AAA le pacte budgétaire de Sarkozy-Merkel* ». Et puis, lors du lancement de Free Mobile, nous avons constaté que « *Quand Xavier Niel parle, les médias écoutent* » : en effet, le 10 janvier 2012, le jour de l'« *entrée fracassante de Free dans le mobile* » (*Le Monde*, 11 janvier 2012), « *Lemonde.fr [...] publie en l'espace de quelques heures quatre articles, dont certains seront repris dans l'édition papier* [5] ».

Le « médiateur » du journal, saisi par certains lecteurs mécontents de ce traitement massif et favorable, balaie les critiques dans un texte dont le titre annonce la couleur : « *Free : des lecteurs sagaces, d'autres s'agacent...* ». Pour lire ce monument de journalisme soumis, se reporter à l'annexe 1 en bas du présent article. La rédaction du *Monde.fr*, introduisant ce texte, prend manifestement toute cette affaire à la rigolade : « *Le médiateur [...] revient sur la "mission impossible" que représente, pour les journalistes du Monde, le compte-rendu d'un événement concernant un actionnaire du journal. En parler ou ne pas en parler ? Trop ou pas trop ? Les deux, mon général !* » On pressent que le « *trublion du mobile* » (*Le Monde*, 11 janvier 2011) n'a pas trop de souci à se faire ; si par hasard ses activités d'industriel et ses pratiques patronales devaient réclamer une réaction, le quotidien du soir se trouverait alors devant une « mission impossible ».

### La « mission impossible » du Monde

De fait, ce n'est pas dans *Le Monde* (ni dans les autres médias dominants, à vrai dire) que l'on peut apprendre que « *[d]epuis le 19 mars, [l]a filiale marocaine [d'Iliad] Total Call est en grève. Au menu des revendications portées par l'Union marocaine du travail (UMT), le blocage des salaires depuis six ans, la non-tenu d'élections professionnelles, la pression des objectifs... L'inspection du travail a déjà convoqué les dirigeants locaux à plusieurs reprises. En vain pour l'instant* » (*La Lettre A*, 6 avril 2012). *Le Monde* n'a pas davantage consacré la moindre brève pour informer que « *la fronde commence à s'étendre* » aux « *filiales françaises* », « *[n]otamment sur la plateforme de Mobipiel, située à Colombes (Hauts-de-Seine). La société [...] a été créée fin 2011 pour gérer l'offre illimitée Free Mobile. Mais les méthodes managériales musclées de la direction du site ont crispé les syndicats, qui ont bataillé contre sa responsable, Jessica*

Zenou, et obtenu son éviction le 2 avril. Par solidarité, les syndicats de Centrapel, filiale parisienne en charge de la hotline ADSL, avaient menacé de faire grève. Un bug social inenvisageable pour Iliad, qui a décidé de former discrètement les télé-conseillers de sa filiale Qualipel aux techniques ADSL. Au cas où... » (La Lettre A, 6 avril 2012).

Aucune évocation non plus dans les colonnes du Monde des salariés de Free qui « témoignent des pratiques managériales brutales mises en œuvre sur certains de ses sites. Pression constante, renvois "à tort et à travers", licenciements en public y seraient fréquents » (Le Figaro.fr, 8 avril 2012). « Sur Europe 1 et RTL, des anciennes salariées ont en effet raconté comment elles ont été licenciées en public et "humiliées" par leur hiérarchie » (SudOuest.fr, 9 avril 2012). « Bernard Alain, responsable télécoms de Force Ouvrière, cité par Europe 1, explique avoir déjà entendu parler de licenciements publics sur d'autres sites. Un délégué CFDT évoque même "un terrorisme managérial. [...] Des périodes d'essai terminées à tort et à travers parce que vous avez un jean troué... On n'a jamais vu ça dans l'histoire du groupe. C'est un manque de respect permanent", déplore-t-il » (Le Figaro.fr, 8 avril 2012). Et « [d]u côté de Free, on rappelle surtout les 900 emplois créés dernièrement, grâce notamment à l'offre Free Mobile, même si l'entreprise ne conteste pas formellement les méthodes de licenciements dénoncées par les anciennes salariées » (SudOuest.fr, 9 avril 2012).

Pendant ce temps-là, Le Monde préfère écrire : « En lançant les hostilités dans la téléphonie mobile, Free a incontestablement frappé un grand coup. Ses offres à prix cassés ont déstabilisé ses concurrents, installés de longue date sur ce marché lucratif » (4 avril 2012). Ou encore : « Les pannes de réseau que subissent les clients de l'opérateur mobile sont moins nombreuses » (13 avril 2012). « Mission impossible » accomplie ! Comme le disait Eric Fottorino lorsqu'il était directeur du Monde, « [l']indépendance, c'est un état d'esprit et une volonté [6] »...

Le « portrait » tout à la gloire de l'actionnaire paru dans les colonnes du Monde le 8 novembre 2010 mériterait que l'on ressuscite le prix de la « laisse d'or » de feu Le Plan B [7]. Morceaux choisis : « Ne jamais sous-estimer Niel, qui maîtrise la technologie comme aucun autre patron des télécoms » ; « Xavier Niel n'est pas qu'un ingénieur technicien, il peut aussi se révéler un gestionnaire redoutable, capable de tiquer sur une facture atypique ou de repérer d'un coup d'œil ce qui cloche dans un bilan » ; « Bousculer l'ordre établi, Xavier Niel en fait très tôt sa ligne de vie. » Et dire que les repreneurs du Monde « revendiquent tous les trois une vision à l'anglo-saxonne du journalisme, où l'on sépare les faits du commentaire » (Stratégies, 20 janvier 2011)...

Le « portrait » du patron ne se contente pas d'en faire l'apologie, il réécrit partiellement l'histoire, notamment en atténuant la responsabilité de Xavier Niel dans la période sex-shops & peep-shows (voir notre premier article). C'est François Develter le véritable coupable, l'ancien mentor et associé aurait corrompu le jeune Niel par la force de son charisme. En effet, « l'homme porte beau et en impose à l'informaticien en herbe, qui ne se doute pas que cette rencontre lui coûtera cher. Develter le convainc de prendre une participation dans une dizaine de peep-shows. » Rappelons que les activités en question s'évaluaient sur une période de vingt ans... Mais il y a plus gros encore. L'article se poursuit ainsi : « Le business est lucratif, mais, à la fin des années 1990, un article du Canard enchaîné, dans lequel il est qualifié de "roi du porno", sert de déclencheur. "J'ai pris conscience qu'un jour j'allais avoir des mômes, que j'allais vieillir et je me suis demandé si je me sentais à l'aise avec cette image, si j'étais prêt à l'assumer coûte que coûte." Niel décide de quitter ce business peu reluisant, mais trop tard. En 2002, une lettre anonyme l'accuse de blanchiment d'argent. » Or, si cette lettre anonyme a bien existé, « Niel a persévéré [...] jusqu'en 2003 et jusqu'à une descente de police. Le gestionnaire de son peep-show strasbourgeois le lui rappelle [lors du procès] : son retrait du milieu serait plus lié à l'écho médiatique qu'à des considérations morales » (Libération, 16 septembre 2006) [8].

Grâce à son statut d'actionnaire du Monde, Xavier Niel a gagné en respectabilité, son image est moins sulfureuse ; il fait désormais partie de l'establishment. Rappelons au passage que le groupe Le Monde possède aussi Télérama, Courrier International, La Vie... Et Matthieu Pigasse de prédire au sujet de son associé : « Vous verrez, l'image qu'il laissera sera celle de Free et du Monde, celle d'un grand entrepreneur, [...] c'est notre Steve Jobs à nous [9] ». Qui permettra à cette image de s'imposer sinon les médias, avec en tête, Le Monde ?

## Xavier Niel et la presse d'opinion : « J'ai mis de l'argent partout, de manière apparente ou non »

Outre son investissement dans Le Monde, Xavier Niel est aussi entré au capital de plusieurs autres médias, principalement en ligne : Mediapart, Bakchich, Atlantico, Causeur, Owni, Électron Libre... Mais aussi papier : Terra Eco [10], Megalopolis, Vendredi... Selon Les Échos, il « prend un ticket dans quasiment tous les médias en ligne qui se créent en France, de gauche comme de droite » (11 janvier 2012). Dans une interview accordée au même quotidien, Xavier Niel confirme : « Quant à la presse en ligne, j'investis, uniquement financièrement et depuis plusieurs années, dans la plupart des initiatives » (18 octobre 2010). Et lorsqu'on lui demande pourquoi il agit ainsi : « J'investis dans la presse d'opinion, car je crois que la France a besoin de conserver une presse indépendante [...]. J'ai mis de l'argent partout, de manière apparente ou non [11] ».

Mediapart a par exemple reçu de Xavier Niel 100 000 euros lors de la création du site en 2008 et 100 000 euros supplémentaires depuis (Les Échos, 9 janvier 2009) [12] ; Bakchich, 300 000 euros, Owni, 100 000 [13], Électron Libre, 50 000, etc. Ce sont généralement des participations minoritaires mais cela représente des apports significatifs pour des sites qui peinent à trouver un modèle économique pérenne. Comme le dit Télérama, un « pure player est un média libre. Évidemment, et en principe. Parce qu'une fois avalé ses économies, celles de ses proches, les indemnités du journal qu'on a quitté, le fondateur doit bien accepter l'argent de ceux qui en ont : les actionnaires professionnels [n'y a-t-il pas d'autres solutions ?]. [...] On trouve plein de bonnes fées [est-ce bien le terme approprié ?] prêtes à investir dans ces sites qui seront peut-être rentables demain, auront du poids un jour (plutôt que d'éponger les dettes de journaux déjà déficitaires hier) » (12 novembre 2011). En ce qui concerne Xavier Niel, « tous ces nouveaux médias l'ont [...] sollicité et ils ont obtenu des fonds. Une seule loi d'airain pour ce capitaliste [...] : rester minoritaire, histoire de donner un coup de pouce aux nouveaux entrepreneurs, mais pas plus » (L'Express.fr, 24 septembre 2010). Nous sommes une nouvelle fois rassurés.

Personne ne semble se demander s'il est souhaitable qu'un homme d'affaires multimilliardaire fasse partie de la troïka qui possède Le Monde et détienne de surcroît des participations dans les principaux pure players.

Lorsque les médias dominants mentionnent ces investissements, ils semblent nous encourager à croire sur parole un dirigeant d'entreprise qui a toujours eu à cœur la maximisation de son capital, activité dans laquelle il rencontre un certain succès. Pourquoi se sentent-ils obligés d'essayer de nous rassurer (et de se rassurer eux-mêmes ?) en présentant comme purement désintéressés, voire altruistes, des placements dont on est en droit d'envisager qu'ils s'inscrivent dans une stratégie de pouvoir et d'influence ? De toute façon, il n'y a pas lieu de s'inquiéter lorsque Le Monde est racheté par un trio d'investisseurs puisque ceux-ci ne sont pas significativement présents dans le secteur des médias : « Pigasse tire ses revenus de son rôle d'associé gérant chez Lazard (et son modeste investissement dans Les Inrocks n'est pas significatif). Pierre Bergé n'est pas un acteur de la presse. Xavier Niel tire ses revenus des télécommunications et ses participations dans les petits sites de la presse alternative (Mediapart, Bakchich) ne sont pas non plus significatives » (Le Point.fr, 10 juin 2010). Comme si le degré d'implication dans le secteur des médias était le seul critère recevable pour évaluer les menaces sur l'indépendance des titres de presse... Il nous semble pour notre part qu'il y a lieu de s'inquiéter de voir des médias ainsi « aidés ».

## Bakchich, Causeur, Mediapart : trois exemples d'indépendance relative

Et en ce qui concerne les pure players dans lesquels Xavier Niel a investi ? Commençons par Bakchich. En 2008, le journal satirique en ligne a des difficultés financières, il a des « comptes lestés » et « les services fiscaux [...] commencent à chouiner sur les dettes accumulées » ; son volume de consultations est bon mais « nul ne veut passer au guichet. Sauf un. Un mail, signé Xavier Niel, exfiltré des courriers indésirables. "Je vous aime bien, si vous voulez, on peut en discuter". Reçu un vendredi midi. Déjeuner pile le lundi suivant. Un coup de pression. "C'est une table à 200 000 euros", s'entend-on penser. Quitte ou double. Quatre bouteille de vin blanc plus tard, Bakchich est sauvé » (Bakchich, 1 janvier 2010). Parmi les autres actionnaires de Bakchich – outre les fondateurs –, on (re)trouve le créateur du site de rencontres Meetic, Marc Simoncini, ainsi que l'homme d'affaires Jean-Jacques Coppé (AFP, 11 janvier 2011). Si Bakchich écrit en 2009 au détour d'un article que « les fournisseurs d'accès Free et Alice [...] figurent [...] en bonne place dans le top cent des licenciements » (18 septembre 2009), dès qu'il est question de Xavier Niel ou de Free, « qui a toujours tout compris » (18 novembre 2011), le

propos est favorable. Lorsqu'on consulte le site de Bakchich, on constate par exemple une couverture bienveillante de la reprise du *Monde* par le trio Bergé-Niel-Pigasse [14].

Le scénario est un peu différent avec Causeur, le site fondé par Élisabeth Lévy. À propos de « l'affaire de Filippis » (voir notre deuxième article), voici comme il était question de l'industriel : « *le plaignant à l'origine de cette affaire n'est pas exactement un justiciable lambda : Xavier Niel est le fondateur de Free, une des principales entreprises françaises de télécoms. Et donc aussi un des plus gros annonceurs du pays. Peut-être en reparlerons-nous...* » (4 décembre 2008). Causeur a même accusé à demi-mot un autre média en ligne, Bakchich, d'avoir été silencieux lors de cette affaire à cause de l'investissement de Xavier Niel dans le site (11 décembre 2008). Tout cela se passe en 2008... avant que l'entrepreneur devienne également actionnaire de Causeur, début 2011 [15]. Depuis, un seul article du site mentionne Xavier Niel. Publié à l'occasion du lancement de Free Mobile, ce texte célèbre le nouvel opérateur et son patron, qui ont vaincu « *les pires ennemis du capitalisme libéral* » en produisant « *une véritable démonstration des effets de l'ouverture à la concurrence* » (17 janvier 2012). Moralité de l'histoire, selon Causeur : « *Bien sûr que Xavier Niel ne fait ça que pour gagner de l'argent : c'est le principe d'une économie de marché et c'est pour ça que ça fonctionne* » [16]. »

Quant à Mediapart, une vingtaine d'articles mentionnent Xavier Niel, de façon anecdotique dans la moitié des cas. Il n'est presque jamais question de Free – *a fortiori* d'Iliad –, et les autres activités et investissements de Niel sont totalement absents. Mediapart a fait une couverture approfondie (et critique) de la reprise du *Monde*. À cette occasion, le site ne s'est pas montré particulièrement clément à l'égard de l'homme d'affaires, mais il n'y a aucune enquête, aucun article sur les activités d'industriel de Niel. Plus grave, la rédaction ne signale jamais que le multimilliardaire est actionnaire de Mediapart. L'information existe bien mais on ne peut la trouver que sur un *blog* hébergé par le site. Edwy Plenel ose même écrire : « *Xavier Niel [...] n'est que l'un des quatre-vingt-huit souscripteurs de la Société des amis de Mediapart, et n'est donc pas l'un de nos actionnaires directs* » (Mediapart, 15 novembre 2011). Ainsi, pour en savoir plus sur les liens entre Mediapart et Niel/Free, il faut lire *Les Échos* : « *"Nous tentons de diversifier nos recettes par la revente de contenus à des tiers ou grâce à des services de commerce électronique avec l'agence photo Vu", explique Edwy Plenel. Mediapart vient de signer un accord avec le portail Yahoo ! et le fournisseur d'accès à Internet Free pour développer un fil spécifique d'information gratuit* » (17 décembre 2008). Et dans *Marianne*<sup>2</sup>, Edwy Plenel dévoile une théorie audacieuse : « *Comme tous les nouveaux acteurs qui veulent prendre pied dans le secteur de l'information, Niel se dit prêt à soutenir tout journal d'opposition qui en ressentira le besoin. Je suppose qu'il ignore lui-même les éventuelles retombées de son investissement, sans exclure qu'elles puissent être positives* » (19 juin 2010).

Laissons la parole à Xavier Niel pour éclairer la lanterne d'Edwy Plenel et de ceux qui croient à l'hypothèse du « mécène désintéressé soucieux de l'indépendance de la presse » : « *Quand les journalistes m'emmerdent, je prends une participation dans leur canard et ensuite ils me foutent la paix* » [17]. » Voilà qui a le mérite d'être clair [18].

### La montée en puissance de Xavier Niel dans les médias

Xavier Niel a également fait son entrée dans le domaine de la télévision en investissant dans TVous La Diversité, une des six nouvelles chaînes qui ont été sélectionnées par le CSA le 27 mars 2012 pour « enrichir » l'offre de la TNT. TVous se veut une télévision « ouverte à toute forme de diversité » comme l'a dit le porteur du projet, Pascal Houzelot (fondateur de Pink TV), lors de son audition par le CSA [19]. Actionnaire majoritaire (51 % du capital), Pascal Houzelot « est épaulé par GDF-Suez, PPR, Jean-Charles Naouri (Casino), Jacques Veyrat (Direct Energie), Matthieu Pigasse et son journal les Inrockuptibles, ainsi que par le milliardaire Xavier Niel (Free et Le Monde), qui a pris 16 % du capital » (Le *Nouvel Observateur*, 5 avril 2012). Et dans le même article : ancien « assistant parlementaire RPR puis lobbyiste de TF1 et bras droit d'Étienne Mougeotte au sein de la chaîne », Pascal Houzelot est considéré comme l'artisan du montage « BNP » puisque c'est lui qui « a rapproché » Xavier Niel et Matthieu Pigasse « puis leur a présenté son ami Pierre Bergé quand ils se sont mis en tête d'acheter le quotidien Le Monde ». Houzelot est d'ailleurs entré en janvier 2012 au conseil de surveillance du *Monde*...

Le cas de Xavier Niel est finalement assez révélateur et éclairant, nous pouvons observer presque *en direct* l'ascension d'un jeune et riche entrepreneur dans le secteur des médias. Nous assistons

en somme aux débuts d'une nouvelle histoire de proximité dangereuse entre le monde de la finance, de l'économie – bref, de l'argent – et celui du journalisme et de l'information. Ce scénario est maintenant bien connu. Le destin des médias dépendants de la « générosité » d'investisseurs privés n'est pas enviable, *a fortiori* lorsque ces derniers sont fortement engagés dans d'autres secteurs d'activité économique – rappelons que Xavier Niel possède des participations dans quelque 800 entreprises...

N'ayant pas trouvé un modèle économique pérenne, la plupart des médias sont à la recherche de fonds. Souvent peu regardants sur l'origine de l'argent, ils se jettent dans les bras d'entreprises et de financiers qui n'ont pas pour seules préoccupations leur indépendance et la qualité des contenus proposés. Sans parler des conditions de travail et de rémunération des journalistes... Ainsi, le cas de Xavier Niel est assez symptomatique. L'enthousiasme, sinon l'approbation tacite, que suscitent ses investissements dans les médias donne l'impression que le salut de ces derniers pourrait venir du capital. « *Je ne suis plus gauchiste et je pense qu'il est parfaitement normal d'aller chercher son capital chez les capitalistes* », affirme Marc Cohen du site Causeur (11 décembre 2008). Or, l'état de promiscuité dans lequel se trouvent de nombreux médias vis-à-vis du monde de l'argent et du pouvoir n'est pas la solution, c'est même une partie majeure du problème.

D'où vient la tendance des médias dominants à tomber sous le charme de tout ce qui brasse de l'argent et de la « com' » ? À tel point qu'ils relaient bien souvent les stratégies de communication des entreprises, en en commentant à l'infini les « subtilités », et participent – plus ou moins volontairement et consciemment – à la construction de l'image des marques et des personnalités. De même, ils ne ménagent pas leurs efforts pour « décrypter » les motivations, les rivalités, les ambitions de tel ou tel grand patron, délaissant des sujets – dans tous les sens du terme – plus pertinents. Ce rôle d'attaché de presse de la vie des entreprises et de leurs dirigeants est-il bien digne du journalisme ?

Et quant aux « sites indépendants », ne peuvent-ils pas espérer un meilleur sort que celui que décrivait Pierre Haski au moment où Claude Perdriel – le propriétaire du *Nouvel Observateur* – entrait dans le capital du site de Rue89 : « *En matière de patron, je préférerais avoir un fabricant de sanibroyeurs qu'un fabricant d'armes* » [20] ?

Laurent Dauré

### Annexe 1 : Le « médiateur » du *Monde* défend *Le Monde* de Niel (Le Monde.fr, 13 janvier 2012)

« *Xavier Niel [...] a eu droit, dans notre journal comme dans la plupart des médias, à une couverture en long, en large et en travers du lancement de Free Mobile. Et même un "live" sur le site Lemonde.fr, en direct de la conférence du patron d'Iliad, mardi 10 janvier, sur le mode keynotes à la manière de Steve Jobs... Nos lecteurs, anciens ou modernes, du Monde papier ou du Monde en ligne, ont diversement apprécié [...]. Les lecteurs, jeunes ou vieux, ne mâchent pas leurs mots... Mais leur sagacité est parfois prise en défaut par leur agacement... Le débat ne fait que commencer [nous verrons...]. Pour l'alimenter, laissons la parole à l'impétrant, Xavier Niel lui-même [oui, cela s'impose].*

*Dans un entretien au Buzz Média Orange-Le Figaro, paru dans Le Figaro de vendredi 13 janvier, le patron d'Iliad explique qu'il préfère investir "dans des médias indépendants". Dont acte. Quid de sa présence au capital du groupe Le Monde, justement, aux côtés, donc, de Pierre Bergé et Matthieu Pigasse ? "Vous êtes actionnaires, vous couvrez les pertes et vous faite tout pour que Le Monde retrouve son équilibre. Le reste, c'est un pouvoir supposé, une pseudo-puissance perçue et en rien une réalité." Et de conclure : "Le seul journal dans lequel il ne faut pas investir pour avoir un peu de pouvoir, c'est Le Monde. Il y a un pacte qui laisse la plus entière liberté à la rédaction." [21] »*

Et le « médiateur » du *Monde* achève son feu d'artifices par ce commentaire terriblement irrévérencieux : « *On ne saurait mieux dire, cher actionnaire...* » [22] »

### Annexe 2 : AstroloMe, une escroquerie financée par Xavier Niel

Xavier Niel et Jérémie Berrebi [23] ont fondé en 2010 un fonds d'investissement, Kima Ventures. Spécialisé dans les *start-up*, ce fonds a déjà pris des participations dans plus de cent sociétés et investit dans une à deux entreprises supplémentaires par semaine. « *Nous sommes considérés comme le fonds qui investit le plus dans le monde !* » affirme fièrement Jérémie Berrebi dans une interview accordée au magazine *L'Étudiant* (novembre 2010). Il précise que les « *fonds proviennent de la fortune personnelle de Xavier Niel* » et que ce « *fonds, c'est tout sauf de la philanthropie.* » L'agence Reuters commente avec admiration : « *Dans le*

*cercle des jeunes entrepreneurs*, [Xavier Niel] est devenu une véritable idole et son fonds d'investissement, Kima Ventures, une référence » (13 décembre 2011) [24].

Un article paru dans la revue *Science & pseudo-sciences* [25] nous apprend que Kima Ventures – donc Xavier Niel – a investi 300 000 dollars dans la société d'astrologie en ligne AstroloMe. Ce « service », comme on peut le lire sur le site Internet du fonds d'investissement, « calcule la prédiction [...] en utilisant la date, l'heure et le lieu de naissance [26] ». Et sur le propre site d'AstroloMe, il est affirmé que les prédictions astrologiques proposées sont « précises » ; on nous informe également que la société « a été fondée dans le but de moderniser l'astrologie personnalisée » et qu'« elle aide les gens à mieux se connaître et à prendre de meilleures décisions, et ainsi à vivre une vie plus heureuse et plus productive. »

AstroloMe, comme tous les services d'astrologie, relève de l'escroquerie ; il s'agit tout simplement d'exploiter la crédulité de personnes superstitieuses. Alors, que penser de la responsabilité de Xavier Niel et de Jérémie Berrebi ? On ne saurait mieux dire que Brigitte Axelrad :

« Si ces industriels ont fait un investissement aussi important, c'est qu'ils parient sur le succès de ce produit et le cautionnent. Ils espèrent ainsi surfer sur le besoin de se rassurer et, d'une certaine manière, sur la crédulité des utilisateurs. Ils se sont bien certainement assurés aussi de l'existence d'un marché. Le côté technologique du produit risque de gommer le caractère pseudo-scientifique de l'astrologie, en faisant croire que "technologique" égale "scientifique". »

**Laurent Dauré**, le 17 avril 2012

## Notes

[1] Propos cités par L'Express.fr, 24 septembre 2010.

[2] *Ibid.*

[3] Michaël Boukobza, qui « a fait ses classes au sein de la banque Rothschild puis chez Morgan Stanley » (Mediapart, 1 décembre 2010), est « l'émissaire de Niel chargé des économies », il « fait la chasse au gaspillage » au sein du Monde, « [s]ans prendre de gants » (Le Point.fr, 8 et 9 décembre 2010). Une anecdote rapportée par Libération donne le ton : « Quand Michaël Boukobza est allé à l'AFP pour renégocier le contrat, il leur aurait dit : "Vous êtes un service public, je ne vois pas pourquoi on paierait. Vous savez comment on appelle l'AFP à Tel-Aviv ? Agence France Palestine" » (Libération, 10 décembre 2010).

[4] Bernard-Henri Lévy, dont chacun déplore la trop grande discrétion, appartient aussi au conseil de surveillance d'Arte... Mais, circulez, il n'y a rien à voir : « Dans l'entourage des repeneurs du quotidien du soir, on estimait que les remous autour de l'arrivée de BHL constituaient "une tempête dans un verre d'eau" » (AFP, 21 octobre 2010).

[5] On peut juger de la neutralité du traitement par le titre d'un de ces articles : « Un an de buzz, pas un euro de pub : Free aurait-il tout compris ? » (Le Monde, 11 janvier 2012).

[6] Propos cités par Mediapart, 19 octobre 2010.

[7] Voir aussi les « portraits » au cirage de Pierre Bergé et de Matthieu Pigasse dans leur journal (8 novembre 2010).

[8] Le « portrait » du Monde nous apprend l'air de rien un élément insolite de la biographie de Xavier Niel : il a travaillé pour la DST. Voyez plutôt : « L'informatique permet à l'adolescent de tester les limites, les siennes comme celles de la société. Il n'a pas 19 ans lorsqu'il se fait coincer par la DST. Il s'amuse à récupérer illégalement les numéros de téléphone des voitures de fonction de la présidence de la République. Le jeune Niel s'en tire en négociant : il échappera au service militaire, mais en échange, la DST lui demande de pénétrer des sites informatiques suspects. "C'était génial, on se prenait pour des agents secrets." »

[9] Propos cités par L'Express.fr, 24 septembre 2010.

[10] Terra Eco est un « bimédia » : magazine mensuel et quotidien électronique. Ajoutons que Mediapart et Causeur ont désormais un magazine imprimé.

[11] Propos cités par Le Point, 3 juin 2010.

[12] Matthieu Pigasse est lui aussi actionnaire de Mediapart. Il a également investi dans Rue89 et dans le Huffington Post version Anne Sinclair (Télérama, 12 novembre 2011).

[13] Parmi les autres actionnaires d'Owni, on trouve notamment Marc Simoncini (Meetic) et... Bernard-Henri Lévy. L'implication de ce dernier « a fait grincer des dents, dedans et dehors » (*Ibid.*).

[14] Précisons que Bakchich mentionne de temps en temps le statut d'actionnaire de Xavier Niel.

[15] « Le mensuel de débats et d'opinion Causeur vient de lever 160 000 euros auprès, notamment, de Xavier Niel, cofondateur de Free, et des entrepreneurs Charles Beigbeder, président de Poweo et d'AgroGeneration, et Thierry Wilhelm, actionnaire de Politis, déjà présent au capital de Mediapart et de Terra Eco » (L'Express, 16 février 2011).

[16] La rédaction a fait figurer cette mention à la fin de l'article : « Xavier Niel est actionnaire minoritaire de Causeur. »

[17] Propos cités par Pierre Rimbart dans cet article du Monde diplomatique et extraits du livre-enquête de la journaliste au Nouvel Observateur, Odile Benyahia-Kouider, *Un si petit Monde* (Fayard, 2011).

[18] Ces propos nous amènent à nous interroger sur le contenu de l'« initiation gratuite au journalisme proposée par la rédaction de StreetPress » en partenariat étroit avec Free (sur cette opération baptisée « Street School », voir ici et ici).

[19] Propos cités par Libération.fr, 28 mars 2012.

[20] Propos cités par Télérama, 12 novembre 2011.

[21] Si la possession du « journal de référence » est « un pouvoir supposé, une pseudo-puissance perçue et en rien une réalité », Xavier Niel aurait dû refuser le titre d'« homme le plus influent de l'année » que le magazine GQ lui a remis en 2011 et 2012 : « Pour la seconde année consécutive, Xavier Niel hérite de la première place [...]. D'une main, il bouscule le monde des opérateurs de télécommunication avec son offre Free Mobile en maîtrisant comme personne l'art du buzz. Et de l'autre, il détient en pleine campagne présidentielle Le Monde, l'organe de presse en langue française le plus influent » (sur le site Internet de GQ, 14 février 2012). De plus, « ce self-made man [...] aussi discret que décontracté » est « devenu une star » (GQ, mars 2012). Ajoutons que l'article de GQ a été repris et célébré sur Univers Freebox, l'un des sites Internet dédiés à la gloire de Niel et de Free. Le site Freenews, un autre satellite de communication de Free, fêtait pour sa part en direct « Xavier Niel [recevant] le Grand Prix Manager 2009 lors de la cérémonie des BFM Awards 2009 organisée par BFM Radio » ; ce prix « récompense le "patron de l'année" pour l'ensemble de son activité. » Bizarrement, Freenews ne rappelle pas que le propriétaire de BFM Radio (devenue depuis BFM Business) est Alain Weill, un proche de Xavier Niel qui siège de surcroît au conseil d'administration d'Iliad. L'article de Freenews nous permet par contre de voir des photos de Laurence Parisot remettant le prix (et une bise) au « patron atypique ».

[22] On voit bien là toute la limite de la fonction de « médiateur », personnage créé de toutes pièces pour lutter contre la défiance croissante des citoyens à l'égard des médias. Se rangeant presque systématiquement derrière le média qui le rémunère – eh oui... –, le « médiateur » désamorçait toutes les critiques un tant soit peu sérieuses et enterre les questions gênantes.

[23] Jérémie Berrebi, net-entrepreneur depuis l'âge de 19 ans (il a notamment fondé Zlio et Net2One), vit en Israël – pays dans lequel Niel investit beaucoup – et se présente volontiers comme un juif orthodoxe très pratiquant. Il affirme que sa religion et les préceptes qui en dépendent ne lui posent qu'un problème dans le cadre de son activité professionnelle : « je ne peux pas serrer la main d'une femme, ni bien sûr rester seul dans une pièce avec celle qui n'est ni ma mère, ni ma femme ou ma fille » (AFP, le 24 juin 2011). Ces propos ont laissé de marbre les journalistes qui en ont rendu compte, en aurait-il été de même si un musulman les avait tenus ?

[24] Lorsque Les Échos demandent à Xavier Niel pourquoi il finance « une multitude de start-up avec Iliad, seul, ou via [son] fonds Kima Ventures », l'homme d'affaires répond : « Il est important d'aider l'émergence d'un capitalisme moderne, des entreprises qui feront le CAC 40 de demain » (18 octobre 2010).

[25] Cet article de Brigitte Axelrad figure dans le n° 298 (octobre 2011) de *Science & pseudo-sciences*, il est également accessible sur le site Internet de cette publication.

[26] Nous traduisons de l'anglais ce passage et les suivants.